

# CONDITIONS GENERALES

**My Verheyen**

Transport pour compte propre





JEAN VERHEYEN  
SINCE 1919

## CONDITIONS GENERALES TRANSPORT POUR COMPTE PROPRE

Ref. TCPMYVERHEYEN20240101

### SOMMAIRE

CLAUSE 1 – DEFINITIONS	1
CLAUSE 2 - OBJET DU CONTRAT D'ASSURANCE	1
CLAUSE 3 – TERRITORIALITE	1
CLAUSE 4 - VEHICULES ASSURÉS	1
CLAUSE 5 - COMMENCEMENT ET FIN DE LA GARANTIE	2
CLAUSE 6 - GARANTIES	2
CLAUSE 7 – TRANSPORT DE VEHICULES – ENGINS DE CHANTIER	3
CLAUSE 8 – EQUIPEMENT FIXE DU VÉHICULE	3
CLAUSE 9 – EXCLUSIONS	3
CLAUSE 10 - ASSURANCE AU PREMIER RISQUE	4
CLAUSE 11 - FRAIS DE DEBLAI, DE RETIREMENT ET DE DESTRUCTION	4
CLAUSE 12 – SINISTRE	4
CLAUSE 13 – FRANCHISE	6
CLAUSE 14 – PRIME	6
CLAUSE 15 - EFFET DU CONTRAT D'ASSURANCE - DUREE - TACITE RECONDUCTION - SUSPENSION - RESILIATION	6
CLAUSE 16 - TRANSFERT DU CONTRAT D'ASSURANCE	7
CLAUSE 17 - SOLIDARITE DES ASSURES	7
CLAUSE 18 – NON RESPECT, PAR L'ASSURE, DE SES OBLIGATIONS - SANCTIONS	7
CLAUSE 19 – PLAINTES, LITIGES ET LOI APPLICABLE	8
CLAUSE 20 – PROTECTION DE LA VIE PRIVEE	8
CLAUSE 21 - PREVALENCE	13
CLAUSE 22 – LICEITE	13
CLAUSE 23 - ASSUREURS NON SOLIDAIRES	13

---

JEAN VERHEYEN S.A. – Reconnu par la FSMA comme souscripteur mandaté – Entreprise n° 0431 491 731 – RPM : Bruxelles

Siège Social : rue de la Limite 17, B 1210 Bruxelles – T : +32(0)2 250 63 11

Web : [www.verheyen.be](http://www.verheyen.be) – E-mail : [info@verheyen.be](mailto:info@verheyen.be) – [transport@verheyen.be](mailto:transport@verheyen.be) – [patrimony@verheyen.be](mailto:patrimony@verheyen.be)

Banque : IBAN : BE25 3100 0003 8482 – BIC : BBRUBEBB

AXA Belgium S.A. Place du Trône 1, B 1000 Bruxelles, détient plus de 10 % du capital

Règlement extrajudiciaire des plaintes : SERVICE OMBUDSMAN ASSURANCES A.S.B.L.

Square de Meeûs 35, B 1000 Bruxelles – E-mail : [info@ombudsman-insurance.be](mailto:info@ombudsman-insurance.be)

## CLAUSE 1 – DEFINITIONS

---

Pour l'application du présent contrat d'assurance, on entend par :

### 1.1. Accident caractérisé

Tous dommages et/ou pertes matériels, durant le transport, causés par un ou plusieurs des événements suivants :

- ✓ un accident survenu au moyen de transport à bord ou dans lequel les objets assurés sont chargés; uniquement en ce qui concerne les transports de véhicules / engins de chantier cette définition comprend le heurt du véhicule/engin transporté contre un objet fixe comme un pont, un tunnel ou tout autre objet fixe ;
- ✓ incendie;
- ✓ foudre;
- ✓ explosion;
- ✓ écroulement de ponts, tunnels et autres ouvrages d'art;
- ✓ inondation;
- ✓ avalanche, chute de neige et éboulement de montagne.

### 1.2. Assuré

Toute personne qui effectue, pour son compte propre ou pour compte d'autrui, le transport d'objets assurés au moyen du/des véhicule(s) désigné(s) mais à l'exclusion formelle de tout transport pour compte d'autrui à titre onéreux.

### 1.3. Sinistre

Tout événement garanti par le présent contrat d'assurance ayant causé une perte ou un dommage aux objets transportés.

### 1.4. Véhicule assuré

Tout véhicule décrit aux Conditions Particulières.

### 1.5. Voie publique

Tout lieu autre qu'un bâtiment entièrement fermé à clé ou fermé par tout autre système équivalent, pour autant que ledit bâtiment reste effectivement fermé pendant la présence des objets assurés.

### 1.6. Chargement et déchargement :

Le chargement est l'opération consistant à soulever les objets assurés à proximité immédiate du véhicule transporteur pour les déposer dans celui-ci.

Le déchargement est l'opération consistant à soulever les objets assurés du véhicule transporteur pour les déposer à proximité immédiate de celui-ci.

## CLAUSE 2 - OBJET DU CONTRAT D'ASSURANCE

---

Le présent contrat d'assurance a pour objet de garantir les pertes et dommages occasionnés aux objets transportés par les **véhicules assurés** appartenant à ou utilisés par l'**assuré** ou ses préposés, sans préjudice des termes, conditions et exclusions reprises aux Conditions Générales et Particulières du présent contrat d'assurance.

## CLAUSE 3 – TERRITORIALITE

---

La garantie est exclusivement acquise pour les transports effectués en Belgique et pays limitrophes.

Nonobstant toute disposition contraire stipulée dans la présente police, la couverture territoriale conventionnelle des risques est limitée par les réglementations en matière de sanctions, restrictions ou interdictions relatives aux marchandises, choses et personnes assurées comme imposé par les autorités nationales, internationales et supranationales compétentes.

## CLAUSE 4 - VEHICULES ASSURÉS

---

Toute modification des **véhicules assurés**, même pour une période limitée, doit faire l'objet d'une notification immédiate aux assureurs.

En outre, l'**assuré** s'engage à déclarer dans le cadre du présent contrat d'assurance tous les véhicules habilités à transporter les objets assurés. Dans le cas contraire, les assureurs doivent en être informés et l'avoir expressément accepté.

Si à la suite d'un accident ou d'une panne en cours de transport, un des véhicules désignés au contrat doit être remplacé par un autre, la garantie reste acquise pour les objets assurés chargés dans le véhicule de remplacement jusqu'au terme du voyage.

Cette garantie est expressément subordonnée au respect par l'**assuré** des modalités prévues ci-dessus.

## CLAUSE 5 - COMMENCEMENT ET FIN DE LA GARANTIE

---

La garantie commence après le chargement, dès que les objets assurés se trouvent dans ou à bord des **véhicules assurés** et cesse dès qu'ils sont enlevés desdits véhicules avant le déchargement.

## CLAUSE 6 - GARANTIES

---

Le présent contrat d'assurance couvre les objets transportés, contre les risques suivants :

### 6.1. GARANTIES DE BASE

#### Garantie A – Accident caractérisé

1. tous dommages et/ou pertes matériels causés aux objets assurés, pendant leur transport, par tout **accident caractérisé**;
2. le vol ainsi que les pertes et dommages causés par les intempéries, consécutifs à un **accident caractérisé**.

#### Garantie B - Vol

Le risque de vol des objets assurés par effraction du véhicule, par agression, menace ou violence est garanti à condition que les mesures de prévention suivantes soient respectées :

##### 1° Véhicule assuré :

- a) portières fermées à clé, vitres relevées et toit fermé;
- b) coffre à bagages fermé à clé;

##### 2° Objet assuré :

Les objets assurés doivent toujours être placés à l'abri des regards, dans le coffre à bagages dûment fermé à clé et complètement séparé de l'habitacle.

Si les objets assurés sont transportés dans un véhicule non muni d'une séparation complète de l'habitacle et du coffre à bagages ou de l'espace de chargement, l'**assuré** doit prendre toutes dispositions pour soustraire la marchandise aux regards, par tous moyens, voire par occultation complète des vitres latérales et arrière du **véhicule assuré**.

##### 3° Antivol à partir d'un capital assuré de € 25.000,00 en premier risque par véhicule:

Le **véhicule assuré** doit être équipé d'un système antivol, celui-ci doit agir sur l'alimentation en carburant et sur le dispositif d'allumage et doit en outre être pourvu d'une alarme sonore.

L'**assuré** s'engage :

- à fournir spontanément aux assureurs, la preuve de l'installation du système antivol sur le **véhicule assuré**;
- à activer ce système antivol lorsque le véhicule est inoccupé, même pour un temps très limité;
- à autoriser les assureurs à vérifier à tout moment que, pendant toute la durée du contrat d'assurance, ledit système antivol a été en place, en bon état de fonctionnement, sur le **véhicule assuré**.

Pour le vol entre 20h00 et 07h00 sur la voie publique l'intervention des assureurs est limitée à maximum € 10.000,00 en premier risque par événement ou série d'événements provenant d'une seule et même cause, sans toutefois dépasser la valeur assurée reprise dans les conditions particulières »

### 6.2. EXTENSIONS DE GARANTIE POUR LES MARCHANDISES NEUVES EN EMBALLAGES D'ORIGINE :

#### Garantie C - Risques de chargement et déchargement

Le présent contrat d'assurance garantit les risques de **chargement et déchargement**.

#### Garantie D - Tous risques

La présente assurance est conclue contre TOUS RISQUES avec remboursement de toutes pertes et dommages quelque minimes qu'ils soient et quelle qu'en soit la cause, sans préjudice des dispositions de la garantie B et des exclusions précisées à la clause 9.

## CLAUSE 7 – TRANSPORT DE VEHICULES – ENGINS DE CHANTIER

---

En ce qui concerne le transport de véhicules – engins de chantier, la garantie est limitée à la garantie A comme décrite ci-dessus, à la clause 6.1, garantie de base.

## CLAUSE 8 – EQUIPEMENT FIXE DU VÉHICULE

---

En ce qui concerne l'équipement fixe du véhicule, la garantie est limitée aux garanties A+B comme décrites ci-dessus, à la clause 6.1, garantie de base.

## CLAUSE 9 – EXCLUSIONS

---

### 9.1. Risques exclus:

Sont dans tous les cas exclus de la garantie, les indemnités pour pertes et/ou dommages causés aux objets assurés, ainsi que les frais, résultant de :

- 9.1.1. dol et/ou faute grave de l'**assuré** ou dol et/ou faute grave du (des) préposé(s) de l'**assuré**, lorsqu'il(s) agi(ssen)t en dehors des activités professionnelles de l'**assuré**;
- 9.1.2. toutes infractions aux dispositions légales, réglementaires et administratives particulières au transport de marchandises par route ainsi qu'aux lois et règlements relatifs au permis de conduire, à l'immatriculation des véhicules et aux conditions techniques auxquelles doivent répondre les **véhicules assurés**;
- 9.1.3. l'inobservation des dispositions légales et administratives concernant le transport de marchandises spécifiques telles que marchandises dangereuses, explosives, radioactives, etc;
- 9.1.4. l'absence, l'insuffisance ou l'irrégularité des documents de transport, de douane, d'importation, d'exportation et autres documents, ainsi que la perte et l'utilisation inexacte de ces documents, de même que toutes erreurs commises par l'**assuré** et/ou ses préposés dans l'établissement et/ou la transmission des documents officiels d'importation, d'exportation, de douane, de TVA, ou tout autre document officiel et/ou commercial, ayant causé des pertes indirectes alors que les objets assurés n'ont pas été endommagés par un événement inhérent aux opérations de transport proprement dites;
- 9.1.5. les transports effectués par d'autres véhicules que ceux désignés dans les Conditions Particulières du présent contrat d'assurance;
- 9.1.6. la simple différence de poids;
- 9.1.7. le manque de protection des objets assurés contre les conditions atmosphériques;
- 9.1.8. tout mauvais état du véhicule ou de ses accessoires et tout chargement inadéquat eu égard aux normes et règlements en vigueur;
- 9.1.9. toute privation de jouissance, inobservation de délais et autre dommage indirect;
- 9.1.10. toute faute ou erreur commise par l'**assuré**, ses préposés ou les personnes dont il répond, à l'occasion ou dans le cadre des événements suivants: effets d'armes ou d'engins destinés à exploser par modification de la structure du noyau atomique, d'armes chimiques, biochimiques, électromécaniques et cybernétiques;
- 9.1.11. toute faute ou erreur commise par l'**assuré**, ses préposés ou les personnes dont il répond, à l'occasion ou dans le cadre des événements suivants : effets de combustibles nucléaires, de produits et déchets radioactifs ou de toute autre source de rayonnements ionisants;
- 9.1.12. un événement de guerre avec ou sans déclaration, guerre civile, révolution, rébellion, insurrection ou lutte civile en résultant;
- 9.1.13. les risques de grèves et d'émeutes, mouvements populaires, lock-out ou luttes provenant de conflits de travail, terrorisme ou tous actes de personnes animées d'un mobile politique restent exclus ;
- 9.1.14. toute action illégale, toute contrebande, tout trafic prohibé;
- 9.1.15. retard non causé par un péril assuré;
- 9.1.16. toute différence de cours ou de droits;
- 9.1.17. coulage non consécutif à un risque garanti;
- 9.1.18. a) usure, dépréciation, détérioration lente ou naturelle de l'objet assuré;  
b) vers, mites ou vermine;  
c) vice propre de l'objet assuré, insuffisance d'emballage ou de conditionnement, arrimage défectueux.
- 9.1.19. magasinage ou séjour des objets assurés;
- 9.1.20. les pertes, dommages, responsabilités ou frais, directement ou indirectement causés, entièrement et/ou partiellement, par – ou survenant à la suite de l'utilisation ou la mise en action, de manière nuisible, de tout ordinateur, système informatique, programme informatique, code malveillant, virus ou processus informatique ou de tout autre système électronique ;

Sans préjudice des conditions, limitations et exclusions de la police, l'indemnité éventuellement recouvrable en vertu des présentes ne sera pas affectée par l'utilisation ou la mise en action de tout ordinateur, système informatique, programme informatique, processus informatique ou de tout autre système électronique, si une telle utilisation ou mise en action n'a pas de but nuisible ;

- 9.1.21. une maladie humaine infectieuse,  
(1) qui a été déclarée comme épidémie par un gouvernement, une autorité locale compétente ou tout autre organisme ayant la même autorité; ou  
(2) qui a été proclamée ou caractérisée comme PHEIC (Public Health Emergency of International Concern - Urgence de santé publique de portée internationale) par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

## 9.2. Objets (marchandises) exclus:

Sauf stipulations contraires reprises aux Conditions Particulières et surprime à convenir, sont exclues les indemnités pour pertes et/ou dommages occasionnés aux objets (marchandises) suivants :

- 9.2.1. objets chargés sur une remorque non attelée sauf si elle ne se trouve pas sur **la voie publique** ;  
9.2.2. matières, produits, objets et marchandises radioactifs;  
9.2.3. métaux précieux, ouvrés ou non, monnayés ou non, bijoux, perles fines ou de culture, pierres précieuses, bijoux, fourrures, tapis d'orient et autres objets précieux; titres, coupons, espèces, chèques, billets à ordre et/ou au porteur, programmes informatiques, bases de données informatiques, documents de toute espèce quel qu'en soit le support;  
9.2.4. objets d'art, antiquités, pièces de collection ayant une valeur d'amateur;  
9.2.5. animaux vivants;  
9.2.6. plantes vivantes et fleurs coupées, sauf garanties A et B;  
9.2.7. mobilier en déménagement;  
9.2.8. objets ou marchandises dont le commerce est légalement interdit dans un des pays où intervient le transport;  
9.2.9. les marchandises périssables, sauf garanties A et B ;  
9.2.10. les effets personnels tels que, notamment et non limitativement : vêtements, smartphones, tablettes, caméra, appareils photographiques ou informatiques ou multimédia, GPS, produits cosmétiques ou pharmaceutiques et tout objet similaire.

## CLAUSE 10 - ASSURANCE AU PREMIER RISQUE

---

La valeur assurée par véhicule, indiquée aux Conditions Particulières du présent contrat d'assurance, s'entend au premier risque, soit sans application de la règle proportionnelle en cas de **sinistre**. Ce montant constitue, pour chaque **sinistre**, l'engagement maximum des assureurs. L'**assuré** a la faculté de faire couvrir un dépassement de la valeur assurée par véhicule, moyennant déclaration préalable, acceptation expresse des assureurs et surprime à convenir.

## CLAUSE 11 - FRAIS DE DEBLAI, DE RETIREMENT ET DE DESTRUCTION

---

Les assureurs prennent en outre à leur charge, sans cependant dépasser 25% de la valeur assurée prévue aux Conditions Particulières du présent contrat d'assurance, les frais de déblai, de retraitement et de destruction, si ceux-ci sont exposés en exécution d'une mesure prise ou ordonnée par une autorité compétente, ou exposés raisonnablement par l'**assuré** eu égard aux circonstances, et uniquement pour autant que ces frais soient la conséquence d'un risque garanti.

## CLAUSE 12 – SINISTRE

---

### 12.1. Obligations en cas de sinistre :

En cas de **sinistre**, l'**assuré** doit :

- a) aviser immédiatement les assureurs;  
b) présenter aux assureurs un dossier complet comprenant notamment une déclaration circonstanciée des faits ainsi que toute pièce justificative utile;  
c) suivre les instructions éventuelles des assureurs;  
d) en cas de **sinistre** tombant sous la garantie A (**accident caractérisé**), faire dresser sur place, contradictoirement avec les tiers éventuels, un constat à l'amiable indiquant la cause et l'étendue du dommage ou, à défaut, faire dresser un constat par l'autorité compétente;  
e) en cas de **sinistre** tombant sous la garantie B (vol), déposer plainte immédiatement auprès de l'autorité compétente;  
f) conserver le recours contre tous tiers éventuellement responsables et agir au surplus comme s'il n'était pas assuré;  
g) prendre toutes les mesures utiles pour limiter les pertes et dommages et pour sauvegarder les objets assurés.

## 12.2. Gestion du sinistre

Les assureurs se réservent la faculté d'intervenir en lieu et place de l'**assuré** pour traiter avec les tiers.

Toute citation, assignation et généralement tout acte judiciaire ou extrajudiciaire quelconque relatif à un **sinistre** garanti doit être transmis aux assureurs dans les deux jours ouvrables de sa signification à l'**assuré**.

En cas d'action judiciaire intentée contre l'**assuré** et susceptible de faire intervenir la garantie du présent contrat d'assurance, les assureurs, sans pouvoir y être contraints, peuvent décider de diriger ou de suivre le procès au nom de l'**assuré**. Les assureurs prennent en charge l'indemnité résultant d'une décision finale de justice, intérêts et frais compris, sans préjudice des conditions du contrat d'assurance et sans dépasser la (les) valeur(s) assurée(s) figurant aux Conditions Particulières du présent contrat d'assurance.

Les assureurs supportent, en outre, proportionnellement à leur intérêt, les honoraires et frais de l'avocat désigné par eux ; ils ne supporteront en revanche, en aucun cas, les honoraires et frais de l'avocat désigné par l'**assuré**. L'**assuré** s'engage à interjeter appel et/ou à introduire un pourvoi en cassation, si les assureurs le lui demandent.

Dans toute action où les assureurs assument la défense de l'**assuré**, celui-ci peut s'adjoindre, à ses frais, l'avocat de son choix.

## 12.3. Evaluation du dommage et de la valeur de récupération

Les objets assurés sont évalués, pour la fixation du dommage et de la valeur de récupération, à la valeur de l'objet au moment du **sinistre**, sans toutefois dépasser leur valeur de remplacement.

Toutefois, les évaluations spécifiques suivantes sont d'application :

- a) les matières premières ou manufacturées, récoltes et denrées : au cours du jour de la survenance du **sinistre**;
- b) les produits en cours de fabrication : au cours des matières premières au jour de la survenance du **sinistre**, augmenté des frais à exposer pour parvenir au degré de fabrication atteint au moment du **sinistre**;
- c) les produits finis et/ou vendus : à leur prix de revient augmenté de 10% sans toutefois dépasser le prix de vente;
- d) tout objet ou livre faisant partie d'une paire, d'un jeu, d'un assortiment ou d'un ouvrage composé de plusieurs volumes : à la valeur vénale au jour de la survenance du **sinistre** et au prorata du nombre d'objets composant la paire, le jeu, l'assortiment ou l'ouvrage, sans tenir compte de la dépréciation subie par ceux-ci du fait de ne plus être complets;
- e) outillage à la valeur mentionnée sur la facture d'achat sous déduction
  - d'une vétusté de 10%/an à partir du 36<sup>e</sup> mois pour les objets électriques et électroniques ;
  - 10%/an à partir du 36<sup>e</sup> mois pour les objets mécaniques, et ceci sans dépasser une vétusté de 70%.

## 12.4. Expertise

Le montant des pertes et dommages des objets assurés sera, à la demande des assureurs, établi par voie d'expertise. Si les pertes et dommages ne sont pas estimés de gré à gré, ils le seront par deux experts. En cas de désaccord, ceux-ci s'adjoindront un troisième expert, avec lequel ils opéreront en commun et à la majorité des avis de ces experts.

Faute, par l'une des parties, de nommer son expert ou faute aux deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la nomination en sera faite par le Président du Tribunal de Première Instance du lieu où le contrat d'assurance a été émis, à la requête de la partie la plus diligente. Faute par l'un des experts de remplir sa mission, il sera, de la même façon, pourvu à son remplacement. Les experts sont dispensés de toutes formalités judiciaires.

Chacune des parties supporte les frais d'expertise qui lui sont propres. Les frais d'intervention du troisième expert et de l'expertise judiciaire éventuelle, sont supportés à parts égales par les parties.

Toute expertise ou constatation contradictoire des pertes et dommages de même que, les mesures de sauvetage ou de sauvegarde des objets sinistrés, sont effectuées sans aucune reconnaissance préjudiciable dans le chef des assureurs.

## 12.5. Subrogation

Les assureurs sont, après paiement de l'indemnité, subrogés de plein droit dans les droits et actions de l'**assuré** contre tous tiers ou co-contractants, conformément aux dispositions de l'article 246 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances; l'**assuré** s'engage à confirmer cette subrogation par acte spécial à la première demande des assureurs.

## 12.6. Prescription

Toutes actions en paiement d'indemnités seront prescrites après un délai de 3 ans à compter de la date de la survenance du **sinistre** qui donne ouverture au délai de prescription.

Toutes actions récursoires des assureurs contre l'**assuré** seront prescrites après un délai 3 ans à compter du jour du paiement de l'indemnité par les assureurs. En cas de fraude, la prescription de droit commun de l'article 2262 du Code Civil belge est applicable.



## CLAUSE 13 – FRANCHISE

---

Le montant de l'indemnité se règle sous déduction d'une franchise de base de € 125,00 par véhicule et par **sinistre** ou série de **sinistres** provenant d'une seule et même cause, doublée en cas de vol ou de casse d'objets particulièrement fragiles.

Les cas de vols énumérés à la clause 6.1, garantie B, restent couverts entre 20h00 et 07h00, moyennant l'application d'une franchise de € 500,00, sauf si le véhicule ne se trouvait pas sur **la voie publique** mais se trouve dans un garage privé ou dans un autre endroit similaire de bonne construction, fermé à clé. La charge de la preuve que le véhicule ne se trouvait pas sur la voie publique entre 20h00 et 07h00 appartient à **l'assuré**. Dans ce dernier cas, la franchise de base est d'application.

Pour le transport de véhicules – engins de chantier, la franchise déductible est fixée à € 625,00 par véhicule transporté endommagé, sans pour autant dépasser une franchise déductible de € 2.500,00 par sinistre ou série de **sinistres** provenant d'une seule et même cause.

Toutefois en cas de heurt d'un véhicules – engin de chantier contre un objet fixe tel que, notamment : pont, tunnel, ou toute construction fixe ou tout objet fixe, la franchise déductible précitée est remplacée par une franchise déductible de 20% du montant du **sinistre**. Cette franchise déductible ne pouvant toutefois être inférieure à € 1.250,00 par véhicule ou engin de chantier transporté endommagé.

Lorsque le **sinistre** résulte du dol et/ou de la faute grave du (des) préposé(s) de **l'assuré** dans l'exercice des activités professionnelles de **l'assuré**, le montant de l'indemnité se règle sous déduction d'une franchise de 10 % du montant de ladite indemnité avant application de toute autre franchise, sans que la présente franchise soit inférieure à € 500,00 par véhicule et par **sinistre** ou série de **sinistres** provenant d'une seule et même cause; cette franchise est cumulative à toutes autres franchises.

## CLAUSE 14 – PRIME

---

### 14.1. Disparition du risque - résiliation facultative

La prime et ses accessoires sont annuels et indivisibles, sauf en cas de disparition du risque ou de résiliation du contrat d'assurance conformément à la clause 14.4 (résiliation après **sinistre**). Dans ce cas, les assureurs ristourneront la partie de prime non absorbée par les risques non encourus et/ou par les **sinistres** réglés et réservés.

### 14.2. Quérabilité de la prime

Toute prime et ses accessoires sont quérables et payables au comptant, aux termes fixés dans les Conditions Particulières du présent contrat d'assurance.

### 14.3. Impôts, taxes, frais (accessoires de la prime)

Les impôts, taxes et frais sont encaissés simultanément avec la prime; leur non-paiement a les mêmes conséquences que celles du non-paiement de la prime. Tous impôts, taxes et frais actuels et futurs, applicables au présent contrat d'assurance, sont à charge de **l'assuré**.

### 14.4. Modifications en cours de contrat - régularisation de la prime

**L'assuré** s'engage à communiquer immédiatement aux assureurs toute modification de risque intervenue au cours du contrat d'assurance, telle que, notamment et non limitativement: modification des limites territoriales, transport de marchandises ou d'objets exclus par la clause 8.2., changement du numéro d'immatriculation du (des) véhicule(s) désigné(s) aux Conditions Particulières du présent contrat d'assurance et ce quelle que soit la durée de ce changement.

## CLAUSE 15 - EFFET DU CONTRAT D'ASSURANCE - DUREE - TACITE RECONDUCTION - SUSPENSION - RESILIATION

---

### 15.1. Effet

Sauf convention contraire, la garantie prend cours à la date d'effet précisée aux Conditions Particulières du présent contrat d'assurance, pour autant que la première prime et ses accessoires aient été payés dans les plus brefs délais après réception de la facture et ce au plus tard dans les 45 jours de la date d'effet précitée. Le paiement de la prime vaut acceptation des dispositions du contrat – Conditions générales et particulières, rédigées conformément aux déclarations de **l'assuré**.

### 15.2. Durée - tacite reconduction

Sauf convention contraire, le contrat d'assurance est conclu pour une période d'un an; à la fin de chaque période d'assurance, il sera reconduit tacitement d'année en année pour une période d'une année, à moins qu'il ne soit résilié par l'une des parties, par envoi recommandé, trois mois au moins avant la date d'échéance de la période en cours. Le préavis de résiliation court à partir du lendemain du jour du dépôt de l'envoi recommandé.



### 15.3. Suspension ou résiliation pour défaut de paiement de la prime

En cas de défaut de paiement de la prime, les assureurs peuvent suspendre la garantie du contrat d'assurance ou résilier celui-ci, à condition que l'**assuré** ait été mis en demeure, soit par exploit d'huissier, soit par envoi recommandé. La suspension ou la résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter du lendemain de la signification ou du dépôt de l'envoi recommandé.

Lorsque les assureurs ont suspendu la garantie, ils peuvent ensuite résilier le contrat d'assurance s'ils s'en sont réservé la faculté dans la mise en demeure visée à l'alinéa précité; dans ce cas, la résiliation prend effet au plus tôt à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter du premier jour de la suspension.

Si les assureurs ne se sont pas réservés cette faculté, la résiliation intervient après nouvelle mise en demeure conformément aux dispositions qui précèdent.

La suspension de la garantie ne porte pas atteinte aux droits des assureurs de réclamer les primes venant ultérieurement à terme à condition que l'**assuré** ait été mis en demeure comme précité. Le droit des assureurs est toutefois limité aux primes afférentes à deux années consécutives.

Le paiement par l'**assuré** des primes échues, augmentées des frais et, s'il y a lieu, des intérêts spécifiés dans la dernière sommation ou par décision judiciaire, met fin à la suspension de la garantie dès le lendemain de la réception du paiement intégral précité par les assureurs.

### 15.4. Résiliation après sinistre

Les assureurs se réservent, en outre, la faculté de résilier le contrat d'assurance par envoi recommandé, après la survenance d'un **sinistre** et ce au plus tard dans les 30 jours calendrier qui suivent le paiement ou le refus de paiement de l'indemnité. La résiliation prend effet après expiration d'un délai de 30 jours calendrier à compter du lendemain du jour du dépôt de l'envoi recommandé.

### 15.5. Augmentation de la prime

Si les assureurs augmentent la prime, sans aucune modification du risque, ils auront en tout temps le droit :

- d'appliquer à l'**assuré** la nouvelle prime;
- de réclamer à l'**assuré** le complément de prime dû pour la période restant à garantir jusqu'à la prochaine échéance.

Notification de l'augmentation sera faite à l'**assuré** par envoi recommandé. L'**assuré** pourra, dans un délai de trente jours à compter de la date de la réception du pli recommandé, résilier le contrat d'assurance par envoi recommandé adressée aux assureurs; une copie de cet envoi est adressée au courtier négociateur. La résiliation prend effet après expiration d'un délai de 30 jours calendrier à compter du lendemain du jour du dépôt de l'envoi recommandé. Si l'**assuré** fait usage de ce droit, ristourne lui sera faite de la partie de prime non absorbée par les risques non encourus et/ou par les **sinistres** réglés et réservés.

Ce délai écoulé, la nouvelle prime ainsi que le complément de prime seront considérés comme agréés entre les parties et les présentes dispositions seront d'application et leur seront opposables.

Ne constitue pas une augmentation de prime, l'augmentation des accessoires de la prime : impôts, contributions, frais, taxes, droits additionnels et indexation.

## CLAUSE 16 - TRANSFERT DU CONTRAT D'ASSURANCE

Le contrat d'assurance oblige non seulement les parties mais encore leurs héritiers, légataires, donataires, ayants droit. Il continue à courir malgré le changement de raison sociale, la faillite, la liquidation judiciaire, la déconfiture. Si l'**assuré** fait apport de l'objet du risque en société, fusionne ou conclut un contrat d'association, il est tenu d'imposer la continuation du contrat d'assurance au cessionnaire, associé, ayant droit.

En cas de décès de l'**assuré**, le contrat d'assurance continue de plein droit, les héritiers ou ayants cause étant solidairement et indivisiblement obligés à son exécution, mais ils n'en bénéficient qu'après avoir demandé et obtenu le transfert à leurs noms.

## CLAUSE 17 - SOLIDARITE DES ASSURES

Lorsque le contrat d'assurance est conclu par plusieurs **assurés**, ils sont solidairement responsables des obligations qui en résultent.

## CLAUSE 18 – NON RESPECT, PAR L'ASSURE, DE SES OBLIGATIONS - SANCTIONS

Chaque fois que l'**assuré** ne respecte pas les obligations auxquelles il est tenu en vertu des dispositions du présent contrat d'assurance, les assureurs sont fondés à lui en réclamer compensation en proportion du préjudice subi par eux, sous réserve des éventuelles actions en justice qui pourraient être intentées contre l'**assuré** en cas d'intention frauduleuse de sa part.

## CLAUSE 19 – PLAINTES, LITIGES ET LOI APPLICABLE

---

### 19.1. Plaintes

Afin de mieux vous servir, nous regardons constamment la qualité de nos produits et le niveau de service que nous offrons. Si, malgré tout, vous n'êtes pas satisfait, vous pouvez toujours nous contacter:

- par mail : [transport@verheyen.be](mailto:transport@verheyen.be)
- par téléphone: +32 2 250 63 11
- par lettre: Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles
- par fax +32 (2) 250 63 00

Nous ferons tout ce qui est nécessaire pour vous aider.

Vous pouvez également contacter l'Ombudsman de l'assurance :

- par un formulaire web sur [www.ombudsman-insurance.be](http://www.ombudsman-insurance.be)
- par courrier électronique : [info@ombudsman-insurance.be](mailto:info@ombudsman-insurance.be)
- par fax : +32 (2) 547 59 75
- par lettre, adressée à l'Ombudsman des Assurances, square de Meeûs 35, 1000 Bruxelles

### 19.2. Litiges

Les litiges entre l'assureur et l'**assuré** sont jugés par un tribunal arbitral dont les deux premiers membres sont nommés par chacune des parties et le troisième par les arbitres ainsi nommés. Si l'une des parties néglige de désigner son arbitre dans un délai de 30 jours calendrier à compter de la notification arbitrale, ou en cas de désaccord entre les deux premiers arbitres concernant la désignation du troisième arbitre, la nomination de l'arbitre se fera, à la requête de la partie la plus diligente, par le Président du Tribunal de Commerce du lieu où le contrat d'assurance a été émis.

Les litiges seront jugés au lieu où le contrat d'assurance a été émis.

Les parties se réservent la faculté d'appel auprès d'un second tribunal arbitral, siégeant en degré d'appel, pour autant que cette faculté ait été prévue dans le compromis d'arbitrage ou dans les documents en tenant lieu.

Néanmoins, les tribunaux ordinaires restent compétents pour les litiges afférents uniquement à l'encaissement des primes.

### 19.3. Loi applicable

La loi belge est applicable au contrat et la langue choisie est celle du présent contrat d'assurance.

## CLAUSE 20 – PROTECTION DE LA VIE PRIVEE

---

### 20.1. Responsable du traitement des données

JEAN VERHEYEN, S.A. dont le siège social est établi Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles, enregistrée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0431.491.731 (ci-après dénommée « JEAN VERHEYEN »).

### 20.2. Délégué à la protection des données

Le délégué à la protection des données de JEAN VERHEYEN peut être contacté aux adresses suivantes :

par courrier postal: Jean Verheyen - Data Protection Officer  
Rue de la Limite 17  
1210 Bruxelles

par courrier électronique: [privacy@verheyen.be](mailto:privacy@verheyen.be)

### 20.3. Finalités des traitements et destinataires des données

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par JEAN VERHEYEN de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci, de l'employeur de la personne concernée ou de tiers, peuvent être traitées par JEAN VERHEYEN pour les finalités suivantes :

- la gestion du fichier des personnes :
  - Il s'agit des traitements effectués pour établir et tenir à jour les bases de données – en particulier les données d'identification – relatives à toutes les personnes physiques ou morales qui sont en relation avec JEAN VERHEYEN.
  - Ces bases de données sont tenues à jour et enrichies sur la base des informations que la personne concernée fournit à JEAN VERHEYEN ou d'informations provenant de sources externes de données.

- Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance ainsi que d'une obligation légale.
- la gestion du contrat d'assurance :
  - Il s'agit des traitements effectués en vue d'accepter ou refuser – de manière automatisée ou non – les risques préalablement à la conclusion du contrat d'assurance ou lors de remaniements ultérieurs de celui-ci ; de confectionner, mettre à jour et mettre fin au contrat d'assurance ; de recouvrer – de manière automatisée ou non – les primes impayées ; de gérer les **sinistres** et de régler les prestations d'assurance.
  - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance ainsi que d'obligation légale.
- le service à la clientèle, l'amélioration du service à la clientèle et les enquêtes de satisfaction :
  - Il s'agit des traitements effectués dans le cadre des services digitaux fournis aux clients complémentaires au contrat d'assurance (par exemple, l'offre d'outils et services afin de simplifier la gestion de la police d'assurance, d'accéder aux documents liés à la police ou de faciliter les formalités pour la personne concernée en cas de **sinistre**).
  - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance et/ou de ces services digitaux complémentaires.
- la gestion de la relation entre JEAN VERHEYEN et l'intermédiaire d'assurances :
  - Il s'agit des traitements effectués dans le cadre de la collaboration entre JEAN VERHEYEN et l'intermédiaire d'assurances.
  - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant en l'exécution des conventions entre JEAN VERHEYEN et l'intermédiaire d'assurances.
- la détection, prévention et lutte contre la fraude :
  - Il s'agit de traitements effectués en vue de détecter, prévenir et lutter – de manière automatisée ou non – contre la fraude à l'assurance.
  - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant dans la préservation de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurance elle-même.
- la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme :
  - Il s'agit de traitements effectués en vue de prévenir, de détecter et de lutter – de manière automatisée ou non – contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.
  - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution d'une obligation légale à laquelle JEAN VERHEYEN est soumise.
- la réalisation de tests, y compris les tests informatiques :
  - Cela inclut des traitements en vue de développer et d'assurer le fonctionnement approprié d'applications nouvelles ou mises à jour.
  - Ces traitements sont nécessaires aux fins des intérêts légitimes poursuivis par JEAN VERHEYEN, consistant à développer des applications afin d'exercer ses activités liées aux finalités de traitements listées dans ce chapitre.
- la surveillance du portefeuille :
  - Il s'agit de traitements effectués en vue de contrôler et, le cas échéant, de restaurer – de manière automatisée ou non – l'équilibre technique et financier des portefeuilles d'assurances.
  - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant dans la préservation ou la restauration de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurances elle-même.
- les études et modèles statistiques pour générer des rapports :
  - Il s'agit de traitements effectués en vue d'effectuer des études statistiques à finalités diverses telles que la sécurité routière, la prévention des accidents domestiques, la prévention des incendies, l'amélioration des processus de gestion de JEAN VERHEYEN, l'acceptation des risques et la tarification.
  - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant dans l'engagement sociétal, dans la recherche d'efficacités et dans l'amélioration de la connaissance de ses métiers.
- la gestion et la surveillance des risques :
  - Cela inclut des traitements par JEAN VERHEYEN ou un tiers afin d'effectuer la gestion et la surveillance des risques de l'organisation de JEAN VERHEYEN, y compris les inspections, la gestion des plaintes et l'audit interne et externe.
  - Ces traitements sont nécessaires au respect d'une obligation légale à laquelle JEAN VERHEYEN est soumise ou aux fins des intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant à assurer des mesures de protection appropriées pour la gouvernance de ses activités.

Dans la mesure où la communication des données à caractère personnel est nécessaire pour permettre de réaliser les finalités énumérées ci-dessus, les données à caractère personnel peuvent être communiquées à d'autres entreprises membres du Groupe AXA, à des entreprises et/ou à des personnes en relation avec celles-ci (avocats, experts, médecins conseils, Les inspecteurs privés dans le contexte de la détection des fraudes, réassureurs, coassureurs, intermédiaires d'assurances, prestataires de services, autres entreprises d'assurances, auditeurs externes, représentants, bureau de suivi de la tarification, bureaux de règlement de **sinistres**, TRIP ASBL, Datassur, Alfa Belgium, Le Fonds Commun de Garantie Belge (FCGB) et autres organisations sectorielles) en vue d'être traitées conformément à ces finalités. L'annexe 1 à la présente peut être consultée pour plus de détails concernant Datassur et Alfa Belgium.

Ces données peuvent également être communiquées aux autorités de contrôle, aux services publics compétents ainsi qu'à tout autre organisme public ou privé avec lequel JEAN VERHEYEN peut être amenée à échanger des données à caractère personnel conformément à la législation applicable.

Lorsque la personne concernée est également cliente d'autres entités du Groupe AXA, ces données à caractère personnel peuvent être traitées par JEAN VERHEYEN dans des fichiers communs en vue de la gestion du fichier des personnes, en particulier la gestion et la mise à jour des données d'identification.

La personne concernée peut recevoir des clauses spécifiques de JEAN VERHEYEN durant l'exécution de la police, par exemple une clause applicable au traitement d'un **sinistre**. Lesdites clauses spécifiques n'affecteront pas la validité de la présente clause ni son applicabilité pour les finalités énumérées ci-dessus.

## 20.4. Traitement de données sensibles

En vertu des lois applicables en matière de protection des données, certaines données (appelées « données personnelles sensibles ») bénéficient d'une protection particulière. Parmi ces dernières, JEAN VERHEYEN traite les données relatives à la santé et aux condamnations pénales selon les principes suivants :

### Données concernant la santé

JEAN VERHEYEN ne traite les données concernant la santé de la personne concernée que sur base de son consentement explicite ou si elles sont nécessaires à la constatation, à l'exercice ou à la défense de droits en justice, conformément aux lois applicables. JEAN VERHEYEN ne traite pas les données concernant la santé de la personne concernée à des fins de marketing direct et ne permet pas non plus à des tiers de le faire.

### Données à caractère personnel relatives aux condamnations pénales et aux infractions

JEAN VERHEYEN traite des données à caractère personnel relatives à des condamnations pénales et à des infractions, dans le but de constater, d'exercer ou de défendre des droits en justice et/ou en cas de fraude. Ces données sont traitées dans des cas très limités et uniquement dans la mesure où la loi le permet, en prévoyant des garanties appropriées pour les droits et libertés de la personne concernée.

## 20.5. Traitement des données à des fins de marketing direct

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par JEAN VERHEYEN de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci ou de tiers, peuvent être traitées par JEAN VERHEYEN à des fins de marketing direct (actions commerciales, invitations à des événements, publicités personnalisées, profilage, couplage de données, notoriété de la marque, ...), en vue d'améliorer sa connaissance de ses clients et prospects, d'informer ces derniers à propos de ses activités, produits et services, et de leur adresser des offres commerciales.

Ces données à caractère personnel peuvent également être communiquées à d'autres entreprises du Groupe AXA et à l'intermédiaire d'assurances aux fins de leur propre marketing direct ou à des fins d'opérations communes de marketing direct, en vue d'améliorer la connaissance des clients et prospects communs, d'informer ces derniers à propos de leurs activités, produits et services respectifs, et de leur adresser des offres commerciales.

En vue d'offrir les services les plus appropriés en relation avec le marketing direct, ces données à caractère personnel peuvent être communiquées à des entreprises et/ou à des personnes intervenant en qualité de sous-traitants ou de prestataires de service au bénéfice de JEAN VERHEYEN, des autres entreprises du Groupe AXA et/ou de l'intermédiaire d'assurances.

Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant dans le développement de son activité économique. Le cas échéant, ces traitements peuvent être fondés sur le consentement de la personne concernée.

## 20.6. Traitement des données à des fins de géolocalisation

Dans le cas où JEAN VERHEYEN utilise les données à caractère personnel de la personne concernée à des fins de géolocalisation, le consentement de cette dernière est demandé sauf si la base légale pour ce traitement repose sur une obligation légale ou lorsque le traitement est nécessaire pour exécuter le contrat d'assurance. En tous cas, il est

fait explicitement mention de la collecte de données de géolocalisation dans le contrat d'assurance.

## 20.7. Transfert des données dans l'Union Européenne et en dehors

Les autres entreprises du Groupe AXA, les entreprises et/ou les personnes en relation avec celles-ci auxquelles les données à caractère personnel sont communiquées, peuvent être situées aussi bien dans l'Union Européenne qu'en dehors. En cas de transferts de données à caractère personnel à des tiers situés en dehors de l'Union Européenne, JEAN VERHEYEN se conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de tels transferts. Elle assure, notamment, un niveau de protection adéquat aux données à caractère personnel ainsi transférées sur la base des mécanismes alternatifs mis en place par la Commission européenne, tels les clauses contractuelles standard, ou encore les règles d'entreprise contraignantes du Groupe AXA en cas de transferts intragroupe (Mon. B. 6/10/2014, p. 78547).

La personne concernée peut obtenir une copie des mesures mises en place par JEAN VERHEYEN pour pouvoir transférer des données à caractère personnel hors de l'Union Européenne en envoyant sa demande à JEAN VERHEYEN à l'adresse indiquée ci-dessous (paragraphe « Contacter JEAN VERHEYEN »). La personne concernée peut aussi obtenir une liste des pays pour lesquels une décision d'adéquation des transferts est existante ou non.

## 20.8. Conservation des données

JEAN VERHEYEN conserve les données à caractère personnel collectées relatives au contrat d'assurance pendant toute la durée de la relation contractuelle ou de la gestion des dossiers **sinistres**, avec mise à jour de celles-ci chaque fois que les circonstances l'exigent, prolongée du délai légal de conservation ou du délai de prescription de manière à pouvoir faire face aux demandes ou aux éventuels recours qui seraient engagés après la fin de la relation contractuelle ou après la clôture du dossier **sinistre**.

JEAN VERHEYEN conserve les données à caractère personnel relatives à des offres refusées ou auxquelles JEAN VERHEYEN n'a pas donné suite jusqu'à cinq ans après l'émission de l'offre ou du refus de conclure.

## 20.9. Traitement des données à des fins de candidature à un emploi

Les données à caractère personnel communiquées par le candidat ou reçues légitimement par JEAN VERHEYEN, responsable des traitements, peuvent être traitées par JEAN VERHEYEN en vue du recrutement. Ces traitements sont nécessaires pour l'exécution du contrat ou des mesures précontractuelles. Toutes les informations seront traitées avec la plus grande discrétion et resteront strictement confidentielles.

## 20.10. Nécessité de fournir les données à caractère personnel

JEAN VERHEYEN demande les données à caractère personnel liées à la personne concernée afin de conclure et d'exécuter la police d'assurance. Ne pas fournir ces données peut rendre impossible la conclusion ou la bonne exécution du contrat d'assurance.

## 20.11. Confidentialité

JEAN VERHEYEN a pris toutes les mesures nécessaires afin de préserver la confidentialité des données à caractère personnel et afin de se prémunir contre tout accès non autorisé, toute mauvaise utilisation, modification ou suppression de celles-ci.

A cette fin, JEAN VERHEYEN suit les standards de sécurité et de continuité de service et évalue régulièrement le niveau de sécurité de ses processus, systèmes et applications ainsi que ceux de ses partenaires.

## 20.12. Les droits de la personne concernée

La personne concernée a le droit :

- d'obtenir de JEAN VERHEYEN la confirmation que des données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, d'accéder à ces données ;
- de faire rectifier et, le cas échéant, de faire compléter ses données à caractère personnel qui sont inexactes ou incomplètes ;
- de faire effacer ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;
- de faire limiter le traitement de ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;
- de s'opposer, pour des raisons tenant à sa situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel fondé sur les intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN. Le responsable du traitement ne traite plus les données à caractère personnel, à moins qu'il ne démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur les intérêts et les droits et libertés de la personne concernée ;

- de s'opposer au traitement de ses données à caractère personnel à des fins de marketing direct, y compris au profilage effectué à des fins de marketing direct ;
- de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques la concernant ou l'affectant de manière significative ; sauf si ce traitement automatisé est nécessaire à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat, auquel cas elle a le droit d'obtenir une intervention humaine de la part de JEAN VERHEYEN, d'exprimer son point de vue et de contester la décision de JEAN VERHEYEN;
- de recevoir ses données à caractère personnel qu'elle a fournies à JEAN VERHEYEN, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine ; de transmettre ces données à un autre responsable du traitement, lorsque (i) le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement ou pour les besoins de l'exécution d'un contrat et (ii) le traitement est effectué à l'aide de procédés automatisés ; et d'obtenir que ses données à caractère personnel soient transmises directement d'un responsable du traitement à un autre, lorsque cela est techniquement possible ;
- de retirer son consentement à tout moment, sans préjudice des traitements effectués de manière licite avant le retrait de celui, lorsque le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement.

### 20.13. Modifications apportées à la présente clause de protection des données

Le traitement des données à caractère personnel peut évoluer selon plusieurs facteurs, comme les changements réglementaires, les développements techniques et les modifications des finalités du traitement. JEAN VERHEYEN publiera régulièrement des versions actualisées de la clause de protection des données sur la page « Vie privée » du site AXA.be. En cas de modifications majeures, Jean Verheyen fournira des efforts raisonnables pour s'assurer que les personnes concernées en prennent connaissance.

### 20.14. Contacter JEAN VERHEYEN

La personne concernée peut contacter JEAN VERHEYEN pour exercer ses droits par courrier postal daté et signé, accompagné d'une copie de la carte d'identité, adressé à : JEAN VERHEYEN - Data Protection Officer, Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles.

JEAN VERHEYEN traitera les demandes dans les délais prévus par la loi. Sauf demande manifestement infondée ou excessive, aucun paiement ne sera exigé pour le traitement de ses demandes.

### 20.15. Introduire une plainte concernant le traitement des données à caractère personnel

Si la personne concernée estime que JEAN VERHEYEN ne respecte pas la réglementation en la matière, elle est invitée à contacter en priorité JEAN VERHEYEN. La personne concernée peut introduire une plainte auprès de JEAN VERHEYEN via l'adresse e-mail [privacy@verheyen.be](mailto:privacy@verheyen.be).

La personne concernée peut aussi introduire une réclamation concernant le traitement de ses données à caractère personnel auprès de l'Autorité de Protection des Données Personnelles à l'adresse suivante :

Rue de la Presse, 35  
1000 Bruxelles  
Tél. + 32 2 274 48 00  
Fax. + 32 2 274 48 35  
[contact@apd-gba.be](mailto:contact@apd-gba.be)

La personne concernée peut également déposer une plainte auprès du tribunal de première instance de son domicile.

## Annexe à la clause 20 : Échange d'informations dans le cadre de la détection et de la lutte contre la fraude à l'assurance et analyse de risque

**Généralité** – Toute fraude ou tentative de fraude entraîne l'application des sanctions prévues dans la législation applicable et/ou les conditions générales ou particulières et peut donner lieu à des poursuites pénales. Afin de détecter et de lutter contre la fraude à l'assurance, et pour analyser des risques, les assureurs s'échangent certaines données à caractère personnel. Vous trouverez ci-dessous de plus amples informations concernant deux banques de données créées à cette fin au sein du secteur de l'assurance. Occasionnellement, les assureurs s'échangeront en outre directement des informations, dont des données à caractère personnel, dans le cadre de la détection et de la lutte contre la fraude à l'assurance.

**Fichier RSR** - Le fichier RSR est géré par Datassur (1000 Bruxelles, Square de Meeûs 29, numéro BCE 0456.501.103), le responsable du traitement. Les données à caractère personnel de l'**assuré** (du candidat-**assuré**) peuvent, dans

l'intérêt légitime des assureurs qui sont membres de Datassur, être communiquées à Datassur pour enregistrement dans le fichier RSR. Le fichier RSR a pour finalité une bonne analyse du risque et la lutte contre la fraude à l'assurance. L'enregistrement de données à caractère personnel dans le fichier RSR est uniquement possible dans les cas qui peuvent être consultés via <https://www.datassur.be/fr/services/rsr>. Un assureur ne peut pas prendre une décision basée exclusivement sur des informations émanant du fichier RSR.

**Banque de données sinistres** - La Banque de données sinistres est gérée par Alfa Belgium (1000 Bruxelles, Square de Meeûs 29, numéro BCE 0833.843.870), le responsable du traitement. Après la déclaration d'un sinistre dans le cadre de la branche automobile, un nombre limité de données à caractère personnel de l'**assuré**, du conducteur et de la partie adverse qui sont impliqués dans le **sinistre** seront communiquées dans l'intérêt légitime des membres d'Alfa Belgium à Alfa Belgium pour enregistrement dans la Banque de données sinistres. Les membres d'Alfa Belgium sont les assureurs, le FCGB et le BBAA. La Banque de données sinistres a pour finalité la lutte contre la fraude (organisée) à l'assurance. La fonctionnalité de la Banque de données sinistres se limite à fournir des informations neutres sans aucune analyse ou enquête sur une éventuelle fraude à l'assurance. Sur la base du fichier de résultats, les membres d'Alfa Belgium pourront établir d'éventuels liens entre des dossiers de **sinistres**. L'analyse du fichier de résultats et l'enquête subséquente restent de la compétence et responsabilité exclusives des membres d'Alfa Belgium. Un assureur ne peut pas prendre une décision basée exclusivement sur des informations émanant de la Banque de données sinistres.

**Vos droits et informations complémentaires** – En tant que personne concernée, vous disposez d'un droit d'information, d'un droit d'accès, d'un droit de correction, d'un droit de suppression, d'un droit de limitation du traitement, d'un droit d'opposition et d'un droit d'introduire une plainte auprès de l'Autorité de la protection des données (rue de la Presse 35, 1000 Bruxelles, [contact@apdgba.be](mailto:contact@apdgba.be), <https://autoriteprotectiondonnees.be>). Afin d'exercer vos droits concernant le fichier RSR, il vous est toujours loisible de prendre contact avec Datassur (1000 Bruxelles, Square de Meeûs 29, ou [privacy@datassur.be](mailto:privacy@datassur.be)). Afin d'exercer vos droits concernant la Banque de données sinistres, il vous est toujours loisible de prendre contact avec Alfa Belgium (1000 Bruxelles, Square de Meeûs 29, ou [info@alfa-belgium.be](mailto:info@alfa-belgium.be)). Vous devez joindre une copie de votre carte d'identité à votre lettre ou votre e-mail. Des informations complémentaires sur la politique de Datassur et d'Alfa Belgium concernant le traitement de données à caractère personnel et vos droits en tant que personne concernée sont disponibles via <https://www.datassur.be/fr/privacy-notice-fr> (Datassur) et <https://www.alfa-belgium.be/fr/vie-privee> (Alfa Belgium).

## CLAUSE 21 - PREVALENCE

---

La garantie est accordée selon les dispositions des présentes "Conditions Générales" et des Conditions Particulières". Les "Conditions Particulières" prévalent sur les présentes "Conditions Générales".

## CLAUSE 22 – LICEITE

---

Si l'une ou plusieurs clauses du présent contrat d'assurances étaient en infraction avec une quelconque disposition légale impérative, seules les clauses concernées seraient réputées nulles, sans affecter aucunement la validité du présent contrat d'assurance et des autres clauses qu'il renferme.

La garantie octroyée par le présent contrat d'assurance reste toujours soumise aux stipulations de droit impératif émises par des autorités nationales, internationales ou supranationales ayant un effet direct sur les prestations d'assurance et par lesquelles des sanctions, restrictions ou prohibitions sont imposées.

## CLAUSE 23 - ASSUREURS NON SOLIDAIRES

---

Il n'existe aucune solidarité entre les différents assureurs éventuels qui signent le présent contrat d'assurance, de sorte qu'un contrat d'assurance distinct est réputé être conclu séparément entre l'**assuré** et chaque assureur soussigné à concurrence de la part souscrite par chacun d'eux.





*“Un siècle de savoir-faire à l’écoute du courtier  
d’aujourd’hui”*

S.A. Jean Verheyen  
Souscripteur mandaté

SIÈGE SOCIAL ET D'EXPLOITATION :  
Rue de la Limite 17 1210 Bruxelles  
Tél : 02 250 63 11

[transport@verheyen.be](mailto:transport@verheyen.be)  
[www.verheyen.be](http://www.verheyen.be)